

N° 124/CA du répertoire

N° 2008-50CA₂ du Greffe

Arrêt du 27 septembre 2012

INSTANCE : AKPOTROSSOU Véronique

C/

Recteur Université de Parakou

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 10 avril 2008, enregistrée au greffe de la Cour le 21 avril 2008 sous numéro 328/GCS, par laquelle mademoiselle AKPOTROSSOU Véronique, étudiante en 2^{ème} année de droit à l'université de Parakou, par l'organe de son Conseil, maître Brice H. TOHOUNGBA, avocat près la Cour d'appel de Cotonou, tél : 90-94-43-29/ 93-66-45-53, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté rectoral n° 2007-1692/R-UP/VR-AALP/SG/SA du 11 décembre 2007 portant sanction à l'encontre des étudiants, enseignants et autorités décanales mis en cause lors des examens des 1^{ère} et 2^{ème} sessions de l'année académique 2006-2007 à la faculté de droit et de sciences politiques de l'université de Parakou ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;

Où le Procureur Général Cyriaque DOGUE en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettres n°s 0083/GCS du 02 février 2009 et 546/GCS du 12 octobre 2009, une mise en demeure a été adressée à la requérante, l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de quinze mille (15.000) francs et lui rappelant les termes de l'article 6 de la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

4 9

Que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 prescrit à son article 6, alinéa 1^{er} :

« Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme de quinze mille (15.000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai ».

Que la mise en demeure étant restée sans effet et la requérante n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de la déclarer déchue de son action et de mettre les frais à sa charge.

PAR CES MOTIFS.

DECIDE :

ARTICLE 1er : Mademoiselle AKPOTROSSOU Véronique est déchue de son action.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge de la requérante.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié à la requérante, au Recteur de l'Université de Parakou et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Victor D. ADOSSOU
ET
Tranquillin KINDJI

CONSEILLERS

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt sept septembre deux mille douze, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Cyriaque DOGUE, Procureur Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,



Grégoire ALAYE



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

